CANADA – La sécurité alimentaire selon les ONG

Par

Publié le 05/02/2004

Dans le cadre de la consultation publique sur la sécurité alimentaire (Cf. Inf'OGM n°49), la Commission parlementaire de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation (CAPA) a reçu le mémoire de deux organisations paysannes demandant la répudiation des OGM des systèmes agricole et alimentaire québécois. Pour Roméo Bouchard, président de l'Union Paysanne, le Québec devrait développer une agriculture axée vers le marché intérieur plutôt que vers l'exportation. Cette stratégie permettrait de rassurer les consommateurs dans la mesure où la mise en place de l'étiquetage et de la traçabilité ne serait plus conditionnée par les liens entre le gouvernement québéquois et les grandes multinationales pharmaceutiques et alimentaires. Quant à Laurent Pellerin, président de l'Union des producteurs agricoles, il demande au gouvernement d'octroyer une aide aux agriculteurs qui acceptent les nouvelles règles alimentaires. De manière générale, les mémoires soumis par les ONG et autres organisations professionnelles revendiquent un débat public sur les OGM et une politique de transparence, un moratoire sur la dissémination, la vente et le développement des aliments OGM ainsi qu'un étiquetage obligatoire. La Confédération des syndicats nationaux a apporté un argument très novateur fondé sur le « droit et le devoir d'alerte » selon lequel chaque travailleur aurait le pouvoir, « de façon responsable et non abusive », d'arrêter la production, la transformation ou la distribution d'aliments s'il existe un risque pour la santé de la population justifiant l'arrêt de la production.

Adresse de cet article : https://infogm.org/article_journal/canada-la-securite-alimentaire-selon-les-ong/